

Les livres que vous n'avez pas lus... Les subventions que vous n'avez pas eues...

Anne-Marie Guérineau

Numéro 78, printemps 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/20881ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (imprimé)

1923-3191 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Guérineau, A.-M. (2000). Les livres que vous n'avez pas lus... Les subventions que vous n'avez pas eues.... *Nuit blanche*, (78), 2-2.

Les livres que vous n'avez pas lus... Les subventions que vous n'avez pas eues...

Ce premier *Nuit blanche* en l'an 2000 reflète autant la folie créatrice des éternels croyants que sont les écrivains, même les plus défaitistes, avec les Rezvani, les Rouaud, les Perrault, les Bobin, les Allison, les Petrella, l'unique Anne Hébert, que les problèmes de civilisation que sont la guerre et les embardées de la machine économie. Il illustre aussi la foi que nous conservons, à *Nuit blanche*, dans notre travail, puisque nous explorons de nouvelles avenues en inaugurant deux chroniques qui, délaissant l'actualité ponctuelle, ramènent à « la littérature ». La première, très personnelle, confesse un péché courant, la coupable ici évoquant le livre « qu'elle a toujours voulu lire sans jamais y parvenir ». La seconde ramène au jour des œuvres oubliées. Chez tous les affamés de lecture, le festin dépasse toujours les capacités, mais lire, toujours lire sans jamais se lasser, cultiver ses remords et ses curiosités, pourquoi pas ?

Ces projets qui nourrissent d'avenir le quotidien ne compensent pas cependant nos inquiétudes à propos de l'avenir en général. Les habitués de *Nuit blanche*, et ses familiers, savent ou ont subodoré, à l'occasion de ce que certains appellent des récriminations et que nous appellerons de justes protestations, que tout ne tournait pas rond dans les relations entre les organismes chargés par les gouvernements de soutenir les entreprises culturelles et celles-ci, dont *Nuit blanche*. Mais voilà que, finalement alerté par l'unanimité des critiques, le gouvernement du Québec acceptait de considérer la situation, d'écouter ce que les gens concernés ont à dire, de s'attaquer aux problèmes. (Une volonté de même nature s'imposerait de la part du Conseil des Arts du Canada.)

Que peut-on augurer de ce mouvement attendu depuis longtemps ? Que les problèmes soulevés se règlent ? Peut-être, mais d'abord, quels sont-ils ? Au risque de déplaire encore une fois, mais le sujet est sur la place publique et nos griefs sont partagés, il nous semble que le temps est venu d'en exprimer l'essentiel clairement. Les conditions entourant l'attribution des subventions aux organismes culturels, nous sommes plusieurs à les remettre en question. Ceux qui revendiquent comme nous le statut d'ouvriers culturels à plein temps réclament qu'on en reconnaisse la précarité, qu'on cesse de prétendre aider la culture sans accepter d'en payer le prix, un prix décent à tout le moins pour ceux et celles qui s'y consacrent. D'autres avec nous ont critiqué les normes imposées par les organismes subventionnaires* sans prise en compte de la taille des équipes de production, de la charge de travail qu'elles assument ; on a relevé l'absence de cohérence et de réalisme des exigences exprimées, le non-sens de certaines qui trahissent l'incompréhension sinon l'incompétence, et du mépris parfois, qui se traduit par d'intolérables intrusions dans le fonctionnement interne des organismes.

Le débat est maintenant terminé à la Commission parlementaire, mais il ne devrait pas à notre avis rester entre partenaires tirillés de part et d'autre de leurs rôles respectifs. Ne peut-on créer une mobilisation plus large autour de l'enjeu majeur qu'est la défense d'une culture menacée, entre autres par les dieux tonnants de notre temps, la technologie et l'économisme ?

Reprenons, même si l'expression est galvaudée, l'idée d'un projet de société qui ne serait pas réducteur. Lequel voulons-nous privilégier ? Celui qui s'appuie sur les cotes boursières et ne reconnaît que les vainqueurs de la finance, ou celui qui permettrait à chacun de nourrir sa présence au monde dans toute sa richesse à travers les expressions diverses de la pensée humaine, à travers toutes ses manifestations, des plus spectaculaires aux plus humbles ? Ce dernier choix, la Commission parlementaire sur la culture peut difficilement en faire un autre, mais les décisions qui suivront répondront-elles à la même logique ?

L'espoir d'un nouveau départ est peut-être un fol espoir, mais c'est pour nous le seul valable. **nb**

Anne-Marie Guérineau

*En témoigne le texte de Joël Champetier, numéro 132, hiver 2000, page 47 de la revue *Solaris*. Les constats de Joël Champetier sur le processus d'attribution des subventions au Conseil des Arts du Canada, les questions qu'il pose sont autant de signes des carences du système actuel.

Pensons à ce sujet à la revue *Trois* maintenant disparue, et à combien d'autres en difficultés.